

OO/HO
BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

DECRET N° 2010- 189 /PRES
promulguant la loi n° 009-2010/AN du
23 mars 2010 portant autorisation de ratification
du protocole portant statut de la Cour africaine
de justice et des droits de l'homme adopté le
1^{er} juillet 2008 à Sharm El-Sheikh en Egypte.

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- VU** la Constitution ;
- VU** la lettre n° 2010-023/AN/PRES/SG/DGSL/DSC du 08 avril 2010 du Président de l'Assemblée nationale transmettant pour promulgation la loi n°009-2010/AN du 23 mars 2010 portant autorisation de ratification du protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme adopté le 1^{er} juillet 2008 à Sharm El-Sheikh en Egypte ;
- VU** l'avis juridique n° 2009-40/CC du 16 décembre 2009 sur la conformité à la Constitution du protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme adopté le 1^{er} juillet 2008 à Sharm El-Sheikh en Egypte ;

DECRETE

ARTICLE 1 : Est promulguée la loi n° 009-2010/AN du 23 mars 2010 portant autorisation de ratification du protocole portant statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme adopté le 1^{er} juillet 2008 à Sharm El-Sheikh en Egypte.

ARTICLE 2 : Le présent décret sera publié au Journal Officiel du Faso.

Ouagadougou, le 21 avril 2010


Blaise COMPAORE

BURKINA FASO

UNITE-PROGRES-JUSTICE

ASSEMBLEE NATIONALE

IVE REPUBLIQUE

QUATRIEME LEGISLATURE

LOI N°009-2010/AN

**PORTANT AUTORISATION DE RATIFICATION DU
PROTOCOLE PORTANT STATUT DE LA COUR
AFRICAINNE DE JUSTICE ET DES DROITS DE
L'HOMME ADOPTE LE 1^{ER} JUILLET 2008
À SHARM EL-SHEIKH EN EGYPT**

L'ASSEMBLEE NATIONALE

Vu la Constitution ;

Vu la résolution n° 001-2007/AN du 04 juin 2007,
portant validation du mandat des députés ;

a délibéré en sa séance du 23 mars 2009
et adopté la loi dont la teneur suit :

Article 1 :

Le gouvernement du Burkina Faso est autorisé à ratifier le Protocole portant Statut de la Cour africaine de justice et des droits de l'homme adopté le 1^{er} juillet 2008 à Sharm El-Sheikh en Egypte.

Article 2 :

La présente loi sera exécutée comme loi de l'Etat.

Ainsi fait et délibéré en séance publique
à Ouagadougou, le 23 mars 2010.

Pour le Président de l'Assemblée nationale,
le Premier Vice-président

Kanidoua NABOHO



Le Secrétaire de séance

Té Gandhi SANOU